

# LES NOUVELLES CASERNES BRUXELLOISES

L'urgence d'un programme de construction de casernes pour abriter la jeune armée de la Belgique s'impose depuis l'Indépendance. Héritée du régime français, la solution de fortune qui a consisté à loger les troupes dans des locaux désaffectés – les anciens couvents Sainte-Elisabeth au Mont-Sion (boulevard Pachéco), des Annonciades de Bourges (rue de Louvain) et des Dames de Lorraine (rue de Rollebeek) fermés sous le règne de l'empereur Joseph II, l'hôpital Saint-Jean (boulevard du Jardin Botanique) ou le Slotje (boulevard du Neuvième de Ligne) – ne pouvait plus durer. Transformés à la hâte, mal entretenus par la Ville de Bruxelles qui en avait la charge suite à un décret impérial de 1804, ces locaux étaient notoirement insalubres et inadaptés à leur nouvelle fonction.

Contrainte et forcée, la Ville de Bruxelles finit par accepter de construire la caserne du Petit Château grâce à un prêt sans intérêt de l'Etat. C'est la première entreprise d'envergure réalisée par le génie militaire pour loger 1.200 soldats d'infanterie dans des conditions décentes et conformes à leur mission (1852, Voir *Un canal dans Bruxelles*, p. 118). Elle précède de peu l'équipement d'un premier Tir national (Henri Raymaeckers, 1861) à hauteur de la future place Eugène Dailly, au cœur de la verte campagne qui borde encore la chaussée de Louvain.

Léopold II, préoccupé de renforcer les capacités de l'armée et d'imposer le service militaire obligatoire (p. 44) pour garantir la neutralité du pays, est conscient de la nécessité d'un programme de construction ambitieux permettant de loger les soldats et de stocker le matériel. Le conflit franco-prussien de 1870 agit comme un détonateur. L'Etat décide donc de prendre désormais à sa charge le casernement de la troupe. Le prestige national autant que le souci d'améliorer le recrutement et la vie du soldat sont en jeu.

Le lieu d'implantation du quartier des casernes a déjà été prévu par Victor Besme dans son plan d'ensemble. Il a été choisi pour les facilités qu'il offre à la mobilisation rapide des troupes en cas d'émeute, tant autour de la ville que vers le centre. Le champ de manœuvres sera donc déplacé du futur Cinquantenaire à la Chasse royale. Avec d'autres, le projet de quartier militaire de M.-B. Meyers - intitulé *château Léopold* (1852) - au fond du plateau de Linthout est abandonné.

Des plans de casernes ambitieux, à implanter en bordure de la nouvelle plaine des manœuvres de 4,5 hectares le long des futurs boulevards de Grande Ceinture, sont mis à l'étude. Les services du génie font appel à Félix Pauwels (1820-1877), qui vient



Caserne Prince Baudouin, place Dailly

© DEXIA

d'achever les portes monumentales des fortifications Brialmont à Anvers. Formé dans l'atelier de construction de matériel ferroviaire de son frère François, il dispose d'un bon bagage technique pour ce genre de programme. Le défi est de taille: il s'agit de loger 700 hommes et autant de montures.

Aux casernes de cavalerie (Félix Pauwels, 1882) et à la caserne d'artillerie Rolin (Henri Van Dievoet, 1883, démolie) construites

en face du nouveau champ de manœuvres, succèdent l'hôpital militaire lieutenant général médecin Mélis avenue de la Couronne (1888, démolie), les casernes d'infanterie Prince Baudouin à la place Dailly (Oscar Geerling, 1894) et Prince Albert à la rue des Petits Carmes (Jules-Jacques Van Ysendijck, 1901-1905), la caserne Sainte-Anne à Laeken (Jules-Jacques Van Ysendijck, 1902), l'arsenal du charroi (Henri Van Dievoet, 1904), la caserne de la Gendarmerie à l'angle de l'avenue de la Couronne (Henri Van Dievoet, 1908) ou, encore, l'Ecole royale militaire le long de l'avenue de la Renaissance (Henri Maquet, 1909). On notera que le recours à un architecte extérieur est généralement conçu comme un appoint aux études effectuées par les services du génie qui imposent, en tous cas, le programme et les exigences fonctionnelles.

Un peu plus d'un demi-siècle après leur construction, les casernes bruxelloises sont abandonnées par l'armée pour des raisons identiques à celles qui avaient motivé leur construction: manque chronique d'espace, bâtiments dispersés et inadaptés à l'évolution des techniques et du matériel, infrastructure vétuste. Construites en pleine campagne, elles ont été rattrapées par la ville, ce qui rend problématique l'organisation de manœuvres dans leur voisinage.

Aussi, sous la pression de l'OTAN, l'Etat belge développe de nouvelles infrastructures militaires situées de plus en plus loin dans la périphérie: les quartiers Reine Elisabeth et Roi Albert à Evere, le quartier Major Housiau à Peutie ainsi que l'hôpital militaire de Neder-over-Heembeek. Délaissés, les anciens sites militaires passent, pour la plupart, dans le patrimoine de la Société nationale du logement (1976). Il s'agit de les convertir en logements sociaux à une époque où la capitale souffre d'un exode massif de sa population. Le prix exorbitant de la transaction – 60 millions d'€ – la configuration des lieux et la faible densité du bâti rendent toutefois la réhabilitation problématique. Trente ans plus tard, la reconversion des casernes est achevée en laissant derrière elle quelques cadavres: le Tir national, la caserne Rolin et l'hôpital militaire ont disparu corps et biens; les bâtiments les plus significatifs de l'arsenal du charroi, de l'Ecole royale militaire, de l'école des Cadets et des casernes Prince Albert et Prince Baudouin ont été sauvegardés. Attribuées à la Gendarmerie, devenue depuis Police fédérale, ce sont les casernes de cavalerie en face de la place des manœuvres qui ont le mieux résisté au démantèlement.

© DEXIA



A gauche: Caserne Major Gêruzet et plaine des manœuvres  
A droite: Ecole royale militaire